

de Reuther lui fournit le commencement d'une réponse ». A cette fin Morrow proposa au bureau politique du 23 avril que nous ajoutions à notre programme de transition le mot d'ordre de Reuther : « augmentation de salaire sans augmentation des prix » et que nous en fassions le point central de notre lutte.

A cette réunion le camarade Cannon posa la question : « Nous sommes alors devant un problème : quel devra être notre mot d'ordre central, l'échelle mobile des salaires ou l'augmentation de salaire sans augmentation des prix ? Lequel placeriez-vous au centre de notre agitation dans la prochaine période ? Mon impression est que vous voulez faire du mot d'ordre « augmentation des salaires sans augmentation des prix » le mot d'ordre central ». Morrow : « Votre impression est juste ».

Le programme de transition dit : « Ni l'inflation monétaire ni la stabilisation ne peuvent servir de mot d'ordre au prolétariat car ce sont les deux bouts d'un même bâton ». Ce que le programme rejette spécifiquement, Morrow propose d'en faire le mot d'ordre central de lutte.

Notre analyse du mouvement des prix et du rôle de l'O.P.A. est diamétralement opposée à celle de Morrow. L'O.P.A. fut monté en 1942 comme partie intégrante du frauduleux programme de Roosevelt d'« égalité des sacrifices » qui promettait de maintenir les prix et les profits au niveau des salaires. Les faits montrent que seuls les salaires furent gelés alors que les prix et les profits gonflèrent. Le « Militant » a démontré cela semaine après semaine, pendant quatre ans. Au lieu de stabiliser les prix, l'O.P.A. devint l'instrument officiel sanctionnant les augmentations de prix. Il avait été monté dans le but conscient de tromper les travailleurs en leur promettant que la hausse des prix et des profits serait stoppée pour fournir une justification hypocrite au blocage des salaires.

Déclarer que l'O.P.A. maintint les prix est profondément erroné. Comme les services d'études du C.I.O. et de l'A.F.L. l'ont démontré, tous les chiffres du gouvernement à ce sujet sont tendancieux et faux. Leur seule valeur est de fournir une indication de la tendance. Ils ne peuvent pas servir à donner une image de l'étendue de la hausse réelle, effective du coût de la vie. Tous les travailleurs savent en fonction de leur propre expérience que le taux réel du coût de la vie a augmenté. Pour parvenir à une estimation scientifique, il faudrait étudier les prix des marchandises tels qu'ils sont, en les distinguant des prix officiels maxima fixés par l'O.P.A., le marché noir, la baisse de qualité de toutes les marchandises, les augmentations de prix cachées données aux producteurs sous la forme de milliards de dollars de subsides et payés par les pauvres gens par le canal d'impôts draconiens, etc. Cet état de choses met le mouvement ouvrier devant une tâche nécessaire : rejeter les chiffres gouvernementaux officiels et organiser son propre service d'études sur les indices des prix qui publiera fréquemment le véritable indice des prix sur lequel les syndicats baseront les revendications de salaires.

b) Résolution minoritaire présentée au Congrès par le camarade Morrow

1. Le mouvement syndical de ce pays fit un pas de géant en avant lorsque les ouvriers de la General Motors combattirent sous le mot d'ordre « augmentation des salaires sans augmentation des prix ». Pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique, une couche importante des ouvriers industriels dépassèrent une simple revendication d'augmentation de salaire, et l'accompagnèrent d'une revendication demandant que cette augmentation soit payée sur le profit, et non pas par le consommateur. Afin de démontrer que cela pouvait être fait, les ouvriers de la G. M. demandèrent que la compagnie ouvre ses livres de comptes en disant que le syndicat montrerait que l'augmentation de salaire pouvait être accordée sans augmentation de prix.

2. La signification révolutionnaire de l'« augmentation des salaires sans augmentation des prix » fut montrée dans la manière dont toute la classe capitaliste se précipita au secours de la G. M. Co contre cette revendication. Les capitalistes comprirent que ce mot d'ordre impliquait un empiètement important sur le contrôle capitaliste de l'industrie. Ils comprirent aussi que par ce mot d'ordre le mouvement syndical plaçait la responsabilité de la hausse des prix sur le dos des profiteurs.

3. Le mot d'ordre devint populaire dans tout le mouvement syndical. Les ouvriers des aciéries, de l'industrie électrique et des autres industries se joignirent aux ouvriers de l'automobile en portant des insignes sur lesquels on lisait : « Augmentation des salaires sans hausse des prix ».

Ils virent dans ce mot d'ordre une forme de lutte telle que les augmentations de salaire gagnées par les piquets de grève ne seraient pas entamées par une augmentation de prix autorisée par Washington.

4. Il y eut une très large sympathie envers la vague de grève de la part de la classe moyenne. On a attribué en grande partie

Les processus inflationnistes actuels, qui deviennent de plus en plus accentués aux Etats-Unis, sont une expression fatale du pourrissement du capitalisme monopoléur et des destructions de la deuxième guerre mondiale. La dépréciation monétaire et l'augmentation du prix des marchandises sont des phénomènes mondiaux. Ces tendances prédominantes dans l'économie capitaliste peuvent être modifiées, c'est-à-dire accélérées ou retardées par l'intervention gouvernementale, mais elles ne peuvent être éliminées ou renversées.

La politique capitaliste consiste en une tentative de se décharger des frais de l'anarchie du système et du fardeau de la guerre sur les masses travailleuses.

Le « contrôle des prix » gouvernemental fait partie, avec la dépréciation monétaire et la hausse des prix, des moyens pour atteindre ce but.

Les réglementations de prix pendant la guerre aux Etats-Unis furent entreprises exclusivement dans l'intérêt des monopoleurs. La seule marchandise qui était effectivement bloquée c'était le prix de la force de travail, les salaires des ouvriers. Les autres marchandises avaient la permission, soit d'augmenter, soit de s'orienter vers le marché noir, ou d'augmenter indirectement par l'appoint d'énormes subsides gouvernementaux. Etant donné que le gouvernement était lui-même le plus gros client sur le marché, un certain nombre de règlements furent imposés avec consentement mutuel de la communauté patronale en vue de sa propre protection. Mais, comme les profits de guerre sans précédents le prouvent, ceci fut fait en connexion avec la plus grande extraction de profit de l'histoire.

Ensuite, avec la fin de la guerre, la couche patronale dominante déclara qu'elle ne voyait plus la nécessité des mesures de réglementation des prix telles qu'elles existaient pendant la guerre. Indépendamment du sort légal exact de l'O.P.A., même la réglementation de temps de guerre sur les prix des marchandises est virtuellement à sa fin. Nous sommes à la veille d'une tendance inflationniste intensive et le mouvement ouvrier doit préparer ses luttes en ayant conscience de ce fait.

Sur la base de ce qui précède nous rejetons l'analyse de Morrow en ce qui concerne le mouvement des prix et le rôle et la signification de l'O.P.A. comme fondamentalement fausse et imprégnée d'illusions réformistes.

Nous rejetons la révision qu'il propose de notre programme de transition. Le programme de Morrow — une adaptation opportuniste aux campagnes de soi-disant « contrôle des prix » de Murray et de Green — détournerait les luttes dans une impasse sans issue.

Les récentes expériences grévistes prouvent, non pas la nécessité de rejeter et réviser notre programme de transition, mais au contraire la nécessité de l'appliquer plus audacieusement, plus concrètement et plus opiniâtement.

cela, et avec raison, au fait que le mot d'ordre des ouvriers de la G. M. montrait à la classe moyenne que les ouvriers étaient aussi anxieux qu'elle-même d'empêcher la hausse des prix.

5. Les ouvriers de la G. M. étaient conscients du rôle d'avant-garde qu'ils jouaient dans la vague de grève, grâce à leur mot d'ordre. Un très grand nombre d'entre eux avaient compris que les dirigeants du C. I. O. avaient déserté leur lutte, particulièrement quand Philip Murray déclara : « Les prix, ça n'est pas mon boulot », et lorsque, lors du règlement de la grève des aciéries, il n'eut pas le moindre mot contre l'accouplement d'une augmentation de 5 dollars par tonnes d'acier à la vente avec le règlement de la grève.

6. Le programme de la G. M., et particulièrement le mot d'ordre d'« augmentation des salaires sans augmentation des prix » devint la question principale — et continue à l'être — en discussion dans l'U.A.W.-C.I.O. (Fédération de l'Auto du C. I. O.). Grâce à lui, les éléments progressifs purent faire passer Reuther. Comme l'échange récent de déclarations politiques entre Reuther et le groupe Thomas-Addes le montre, cette question avec ses implications politiques et sociales reste centrale dans la lutte au sein du syndicat de l'automobile.

7. Le mot d'ordre « augmentation des salaires sans augmentation des prix » est un mot d'ordre transitoire. Il est difficilement concevable qu'on puisse jamais le réaliser en régime capitaliste, pas plus que celui de l'échelle mobile des salaires comme système général. Il ne pourrait être imposé que par une lutte d'une telle ampleur qu'au cours de la marche vers la victoire, les travailleurs devraient aller si loin dans l'amputation de la puissance des capitalistes que la perspective du pouvoir ouvrier remplaçant le régime capitaliste se trouverait devenir une possibilité immédiate.